



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

13 JUIN 2018

**ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :
**l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union
européenne et ses Etats membres, d'une part, et
le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles,
le 30 octobre 2016**

RAPPORT

fait au nom des
commissions réunies
de la Santé et des Affaires sociales

par M. Michaël VOSSAERT (F)

GEWONE ZITTING 2017-2018

13 JUNI 2018

**VERENIGDE VERGADERING VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met:
**de Overeenkomst inzake strategisch
partnerschap tussen de Europese Unie en haar
Lidstaten, enerzijds, en Canada, anderzijds,
gedaan te Brussel op 30 oktober 2016**

VERSLAG

uitgebracht namens de
verenigde commissies
voor de Gezondheid en de Sociale Zaken

door de heer Michaël VOSSAERT (F)

Ont participé aux travaux des commissions réunies :

Commission de la Santé :

Membres effectifs : MM. Bea Diallo, Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, Mme Simone Susskind, MM. Jacques Brotchi, Abdallah Kanfaoui, Mme Martine Payfa, MM. Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, Mmes Magali Plovie, Khadija Zamouri, Hannelore Goeman, M. Arnaud Verstraete.

Commission des Affaires sociales :

Membres effectifs : MM. Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, Sevket Temiz, Mme Anne-Charlotte d'Ursel, M. Michel Colson, Mme Fatoumata Sidibé, MM. Pierre Kompany, Alain Maron, Mme Carla Dejonghe, M. Paul Delva.

Membres suppléants : Mmes Nadia El Yousfi, Isabelle Emmery.

Autre membre : M. Willem Draps.

Voir :

Document de l'Assemblée réunie :

B-117/1 – 2017/2018 : Projet d'ordonnance.

Aan de werkzaamheden van de verenigde commissies hebben deelgenomen:

Commissie voor de Gezondheid:

Vaste leden: de heren Bea Diallo, Hasan Koyuncu, Zahoor Ellahi Manzoor, mevr. Simone Susskind, de heren Jacques Brotchi, Abdallah Kanfaoui, mevr. Martine Payfa, de heren Michaël Vossaert, André du Bus de Warnaffe, mevr. Magali Plovie, mevr. Khadija Zamouri, mevr. Hannelore Goeman, de heer Arnaud Verstraete.

Commissie voor de Sociale Zaken:

Vaste leden: de heren Ahmed El Ktibi, Jamal Ikazban, Sevket Temiz, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heer Michel Colson, mevr. Fatoumata Sidibé, de heren Pierre Kompany, Alain Maron, mevr. Carla Dejonghe, de heer Paul Delva.

Plaatsvervangers: mevr. Nadia El Yousfi, mevr. Isabelle Emmery.

Ander lid: de heer Willem Draps.

Zie:

Stuk van de Verenigde Vergadering:

B-117/1 – 2017/2018: Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de M. Guy Vanhengel, membre du Collège réuni

Le membre du Collège Guy Vanhengel a tenu devant les commissaires le discours suivant :

« Le présent accord de partenariat est un accord-cadre général visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les parties. Il couvre trois aspects traditionnels : le politique, l'économique et la coopération dans divers autres domaines.

Il contient les clauses politiques standards de l'Union européenne sur les droits humains, la Cour pénale internationale, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre le terrorisme.

Il couvre également le développement économique et durable, la coopération au développement, la coopération en matière de commerce et d'investissement, la coopération dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité, la coopération sectorielle et la coopération régionale.

En outre, une série de domaines sectoriels sont énumérés dans lesquels les parties s'efforceront de coopérer.

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des entités fédérées.

Les compétences de la Commission communautaire commune se situent entre autres au niveau de la coopération en matière des droits humains, de la santé, de la lutte contre les drogues, ...

Le contexte et le contenu du texte du traité sont expliqués en détail dans l'exposé des motifs. ».

II. Discussion générale

M. Alain Maron indique que son groupe soutiendra ce texte comme il l'a fait à la Chambre des représentants. Il relève toutefois un certain nombre de contradictions entre le présent Accord et le CETA.

L'orateur aimerait ainsi savoir pourquoi les projets d'ordonnance portant assentiment à ces accords ne sont pas soumis en même temps à l'approbation de l'Assemblée réunie, alors qu'ils ont été signés le même jour. Il est vrai que l'approbation définitive du CETA par la Belgique et ses entités fédérées est soumise à l'avis de la Cour de justice de l'Union Européenne sur la conformité d'un certain nombre de dispositions du CETA, notamment le système de l'International Court System (ICS), avec le droit européen.

Le député souligne ensuite les problèmes de compatibilité entre le CETA, d'une part, et certaines dispositions du présent accord, d'autre part. En effet, l'article 12.7 prévoit que « les

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College

Collegelid Guy Vanhengel heeft voor de commissieleden de volgende toespraak gehouden:

“De voorliggende partnerschapsovereenkomst is een algemeen kaderakkoord dat de versterking van de dialoog en de samenwerking tussen de partijen tot doel heeft. Het behelst drie traditionele aspecten: het politieke, het economische en de samenwerking in verschillende andere domeinen.

De partnerschapsovereenkomst bevat de politieke standaardclausules van de Europese Unie inzake mensenrechten, het Internationaal Strafhof, massavernietigingswapens, handvuurwapens en lichte wapens en terrorismebestrijding.

De partnerschapsovereenkomst bestrijkt tevens de economische en duurzame ontwikkeling, de ontwikkelingssamenwerking, de samenwerking inzake handel en investeringen, de samenwerking op het gebied van justitie, vrijheid en veiligheid, de sectorale samenwerking en de regionale samenwerking.

Verder worden een reeks sectorale domeinen opgesomd waarin de partijen zullen streven naar samenwerking.

Op intern Belgische vlak vallen de bepalingen van de overeenkomst onder de bevoegdheid van de federale overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de deelgebieden.

De bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie situeren zich onder meer in de samenwerking op het vlak van mensenrechten, gezondheidszorg, bestrijding van drugs, ...

In de memorie van toelichting worden op omstandige wijze de context en de inhoud van de verdragstekst toegelicht.”.

II. Algemene bespreking

De heer Alain Maron zegt dat zijn fractie de tekst zal steunen, net als in de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Toch vestigt hij de aandacht op een aantal tegenstrijdigheden tussen deze overeenkomst en de CETA.

Zo zou de spreker willen weten waarom de ontwerpen van ordonnantie houdende instemming met die overeenkomsten niet op hetzelfde ogenblik ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Verenigde Vergadering, hoewel zij dezelfde dag werden ondertekend. Het is waar dat de definitieve goedkeuring van de CETA door België en zijn deelgebieden is onderworpen aan het advies van het Hof van Justitie van de Europese Unie over de overeenstemming van een aantal bepalingen van de CETA, met name het International Court System (ICS), met het Europees recht.

Voorts wijst de volksvertegenwoordiger op een probleem van verenigbaarheid tussen de CETA enerzijds en sommige bepalingen van deze overeenkomst anderzijds. Zo bepaalt

parties attachent une grande importance à la protection et à la préservation de l'environnement et reconnaissent que des normes élevées en matière de protection de l'environnement sont nécessaires à la préservation de celui-ci pour les générations futures. ». Le CETA pourrait pourtant avoir pour effet d'empêcher les États de modifier leur réglementation en matière environnementale lorsque celle-ci contreviendrait aux intérêts des investisseurs.

L'article 12.8 stipule quant à lui que « les Parties reconnaissent la menace mondiale posée par les changements climatiques et la nécessité de prendre des mesures immédiates et ultérieures pour réduire les émissions afin de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêcherait des perturbations anthropiques dangereuses du système climatique (...). ». Le CETA risque pourtant d'empêcher de réduire les émissions vu qu'il tend à favoriser et amplifier le commerce transatlantique.

M. Abdallah Kanfaoui précise que son groupe soutiendra également le présent projet d'ordonnance.

Le Canada est un partenaire de première importance tant pour la Belgique que pour la Région bruxelloise. La lutte contre le terrorisme, la gestion de l'immigration, la promotion du multilatéralisme et la lutte contre le réchauffement climatique sont autant de combats que la Belgique ne pourra mener seule.

Le Canada est également un exemple dont il faut s'inspirer en matière de santé, de lutte contre les drogues illégales ou encore de promotion des droits de l'homme.

Le groupe MR se réjouit donc du renforcement de la coopération avec le Canada, qui s'annonce bénéfique pour les deux parties.

Mme Fatoumata Sidibé invite le Collège réuni à faire systématiquement usage de l'expression « droits humains » plutôt que de la locution « droits de l'homme ».

Le membre du Collège Guy Vanhengel explique que l'adoption du CETA est liée à la procédure en cours devant la Cour de justice de l'Union européenne. L'objet du présent accord est différent et rien n'empêche l'adoption de l'ordonnance y portant assentiment.

Le Collège réuni, sera attentif à l'usage exclusif de l'expression « droits humains » dans les textes qu'il dépose.

III. Discussion des articles et votes

Articles 1^{er} et 2

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés à l'unanimité des 26 membres présents.

artikel 12.7 dat de Partijen “groot belang [hechten] aan de bescherming en het behoud van het milieu en erkennen dat strenge normen inzake milieubescherming nodig zijn om het milieu voor toekomstige generaties te beschermen.”. De CETA zou nochtans tot gevolg kunnen hebben dat de Staten belet worden hun milieuregelgeving te wijzigen wanneer die tegen de belangen van investeerders indruist.

Artikel 12.8 stelt dan weer dat de Partijen “de mondiale dreiging [erkennen] van klimaatverandering en de noodzaak om onmiddellijke en verdere actie te ondernemen om emissies te verminderen, teneinde de concentraties van broeikasgassen in de atmosfeer te stabiliseren op een niveau waarbij gevaarlijke antropogene verstoring van het klimaatsysteem wordt voorkomen”. De CETA dreigt de emissiereductie te verhinderen, aangezien ernaar gestreefd wordt de trans-Atlantische handel te bevorderen en uit te breiden.

De heer Abdallah Kanfaoui preciseert dat zijn fractie eveneens het ontwerp van ordonnantie zal steunen.

Canada is een zeer belangrijke partner, zowel voor België als voor het Brussels Gewest. De strijd tegen terrorisme, het immigratiebeheer, de bevordering van het multilateralisme en de strijd tegen klimaatopwarming zijn allemaal uitdagingen die België niet alleen zal kunnen aangaan.

Canada is ook een inspirerend voorbeeld op het vlak van gezondheid, strijd tegen illegale drugs of bevordering van de rechten van de mens.

De MR-fractie is dus verheugd over de versterking van de samenwerking met Canada, die gunstig belooft te zijn voor beide partijen.

Mevrouw Fatoumata Sidibé verzoekt het Verenigd College om in de Franse teksten systematisch de uitdrukking “droits humains” te gebruiken in plaats van de uitdrukking “droits de l'homme”.

Collegelid Guy Vanhengel legt uit dat de goedkeuring van de CETA verbonden is aan de lopende procedure voor het Hof van Justitie van de Europese Unie. Het voorwerp van deze overeenkomst is verschillend en niets belet de goedkeuring van de ordonnantie houdende instemming daarmee.

Het Verenigd College zal erop letten enkel de uitdrukking “droits humains” te gebruiken in de Franse teksten die het indient.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen bij eenparigheid van de 26 aanwezige leden.

**IV. Vote sur l'ensemble du projet
d'ordonnance**

L'ensemble du projet d'ordonnance est adopté à l'unanimité des 26 membres présents.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

Les Présidents,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI

**IV. Stemming over het ontwerp van
ordonnantie in zijn geheel**

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 26 aanwezige leden.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Michaël VOSSAERT

De Voorzitters,

Khadija ZAMOURI
Ahmed EL KTIBI